



Mouvement politique des
objecteurs de croissance

Groupe de Liège

www.liege.mpOC.be

info@liege.mpOC.be

T. 04.277.91.42

Une introduction au projet sociopolitique de la décroissance

Le 8 décembre 2013

Document disponible sur liege.mpOC.be

Version du 11 décembre 2013

Les écrits qui suivent font partie du dossier « Sur les chemins de la décroissance » paru dans le premier numéro du journal *Moins!* Merci à Mirko Locatelli et ses amis de la rédaction de nous avoir transmis ces articles.

Vous pouvez commander un ou plusieurs numéros ou vous abonner à *Moins!* via le site du journal www.achetezmoins.ch ; à Liège, vous pouvez vous le procurer à la librairie *Entre-Temps* (Barricade, rue Pierreuse 19, 04.222.06.22, www.barricade.be).

PORTRAIT EN CREUX	1
La décroissance, c'est le retour à l'âge de pierre	1
La décroissance, c'est la récession	2
La décroissance, c'est un projet malthusien	2
La décroissance, c'est égoïste et indécent	3
LES TROIS SPIRES DE LA COQUILLE DE L'ESCARGOT.....	4
Premier niveau: la responsabilité individuelle	4
Deuxième niveau: les alternatives collectives	4
Troisième niveau: le projet politique	4
Trois niveaux pour une transformation radicale	5
HUIT «R» POUR PENSER ET METTRE EN PRATIQUE LA DÉCROISSANCE ...5	

Le mot «décroissance» fait débat, à l'intérieur même du mouvement de l'objection de croissance. Il est en effet souvent perçu comme négatif, ne proposant pas de projet constructif. Cependant, comme le signale Paul Ariès, il s'agit là d'un «mot-obus» dont la principale qualité est de nous inciter à la réflexion en «dynamitant» nos imaginaires sclérosés, colonisés par la logique de la croissance et d'un continuel progrès matériel. Ce terme a également l'immense avantage d'être difficilement récupérable, à la différence d'autres expressions (ex.: le «développement durable») qui ont été vidées de toute leur substance. Le mouvement pour la décroissance, multiforme, ne constitue pas un modèle. Il est moins dogmatique que d'autres modèles politiques, car il nous incite avant tout à prendre conscience de l'existence de limites que l'humanité se doit d'accepter. En effet, contrairement à l'idéologie dominante, tout n'est pas possible, et beaucoup de possibles ne sont pas souhaitables. Par contre, à l'intérieur de ce cadre, de nombreuses sociétés très différentes les unes des autres peuvent être mises en place, adaptées aux particularités locales, conviviales et respectueuses de la biosphère. C'est à une succincte découverte de ce riche mouvement que nous vous convions dans ce premier cahier spécial de Moins!

Portrait en creux

Rares sont les concepts qui ont le don de susciter des attaques si virulentes, souvent basées sur des stéréotypes (qui prêteraient presque à sourire s'ils n'étaient pas incessamment ressassés) ou sur des amalgames dont il convient de se distancer rapidement. Voici donc une liste non exhaustive d'idées arbitrairement attribuées aux objecteurs et objectrices de croissance, que nous aurons l'occasion de développer dans les numéros à venir.

La décroissance, c'est le retour à l'âge de pierre

Connue aussi dans ses variantes ayant trait aux cavernes, aux bougies et aux calèches, c'est probablement l'accusation la plus commune à laquelle s'expose quiconque aurait le culot blasphématoire de ne pas s'agenouiller devant le Très Saint Autel du Progrès. Tout soupçon d'attitude critique à l'égard de la nouvelle percée technologique vous vaudra l'étiquette d'obscurantiste. Toute perplexité que vous pourriez nourrir vis-à-vis des formidables améliorations de la qualité de vie et du confort générées par la technoscience fera de vous un réactionnaire. Il faut apprendre à vivre avec son temps, pour mortifère et destructeur que celui-ci puisse être.

Derrière ces injonctions se cache une équation dont la

simplicité n'a d'égale que l'absurdité : nouveau = mieux. Économiquement parlant, la logique ne fait pas un pli, et constitue d'ailleurs l'un des principaux ressorts du système productiviste. Mais puisque la vie ne saurait se résumer aux formules des économistes, interrogeons-nous plutôt sur l'explosion des inégalités sociales, les dégâts à l'écosystème et le vide existentiel engendrés par la course effrénée à la croissance. On sait que c'est seulement à partir des années septante que, dans la plupart des pays occidentaux, l'empreinte écologique a commencé à devenir insoutenable; on sait aussi que, à cette même époque, l'écart entre les revenus était bien plus limité que celui qu'on connaît aujourd'hui (d'après une étude de l'INSEE, 2009). Nos parents étaient-ils donc des hommes et des femmes des cavernes, ayant vécu une existence faite de privations et de malheur? Qu'il s'agisse de l'avenir ou du passé, l'idéalisation demeure un processus stérile que les objecteurs et objectrices de croissance n'ont pas envie de partager. Nous préférons nous questionner sur les conséquences qu'entraîne toute innovation technique et (re-)découvrir des pratiques de convivialité, en nous inspirant - parfois! - du passé pour un futur meilleur.

La décroissance, c'est la récession

Il s'agit d'un raccourci tentateur auquel cèdent régulièrement les journalistes, qui emploient les deux termes de manière synonymique. Mais si tel était le cas, à quoi bon créer un journal pour promouvoir une réalité qui, qu'on le veuille ou non, va s'imposer à tous, comme l'indiquent les crises actuelles? Or, une différence fondamentale sépare récession et décroissance: la première n'est que le résultat (inéluçtable) d'une conjoncture économique; la deuxième constitue en revanche un projet politique, reposant sur des valeurs sociétales radicalement différentes. Il ne suffit pas, en effet, d'ajouter un signe négatif devant le taux de variation annuel du PIB pour changer en profondeur une société. La misère et le chômage qui découleraient d'une société travailliste soudainement privée de travail sont incompatibles avec les modes de vie que défendent les objecteurs et objectrices de croissance. La sobriété et le partage auxquels nous souhaitons parvenir nécessitent une remise en question tant quantitative que qualitative. Moins ne suffit pas; il faut aussi agir, et penser, différemment. Cela commence par la nécessité de réintroduire une distinction entre biens et marchandises, nuance délibérément ignorée par l'ensemble des économistes orthodoxes, qui se bornent à additionner les transactions monétaires sans prendre en compte leur contenu: nous savons toutes et tous qu'un accident routier est bien plus rentable qu'une balade en forêt. On serait alors tenté.e-s de croire qu'il suffit de changer d'indicateur pour changer de système: fini le PIB, vive *l'index du progrès authentique*, *l'index de développement humain* ou même le PID (le *Produit Interne Doux* des ami.e-s québécois.e-s). Ces barèmes permettent certes de prendre en compte des dimensions jusqu'à présent occultées, mais ils ne nous semblent pas immunisés contre l'un des virus les plus agressifs de nos sociétés, qui attribue une valeur économique, un prix à tout, contribuant ainsi à l'omnimarchandisation du réel. Peut-on vraiment sortir de l'économicisme grâce à de nouveaux paramètres... économiques? S'il est vrai que ce qui a de la valeur n'a pas de prix, il est urgent de s'attaquer plutôt au moteur du système productiviste: le monde du travail. Diminuer l'emprise de la sphère marchande sur notre quotidien, c'est revendiquer ensemble plus de temps libre pour s'adonner à des activités qui ne réduisent pas l'humain au binôme consommateur-producteur, mais qui lui permettent de renouer avec d'autres

dimensions essentielles de la vie (culturelles, artistiques, spirituelles...). Pour André Gorz, l'aliénation contemporaine résulte du fait que «*nous ne produisons rien de ce que nous consommons et ne consommons rien de ce que nous produisons*». Quand nous nous serons réapproprié le sens de notre travail, aurons réduit sa durée et élargi la sphère de l'autonomie, chaque point de PIB perdu sera un point de bonheur gagné, et le pouvoir d'achat fera place au pouvoir de vivre.

La décroissance, c'est un projet malthusien(1)

La question démographique a beau être régulièrement débattue parmi les objecteur-trice-s de croissance, il se trouve toujours quelqu'un pour affirmer qu'il s'agit d'un thème tabou. C'est pourquoi nous avons décidé de nous y attaquer tout de suite, dès le premier numéro, en exposant brièvement notre point de vue (qui est aussi celui d'une large majorité des partisans de la décroissance).

Si vous feuillotez ce journal, c'est que vous savez probablement déjà que, sans vous assommer de chiffres, 20 % de l'humanité s'approprie 86 % des ressources. Si cela paraît encore abstrait, imaginons que vous recevez quatre personnes et disposez d'un gâteau découpé en cinq parts égales: vous vous en servez quatre parts et vous laissez la dernière à vos quatre convives, sans oublier d'en prendre encore une bouchée (les 6 % de 86-80). Cette situation, qui se produit non pas à votre table mais à l'échelle mondiale, crée un malaise compréhensible par rapport à nos belles valeurs occidentales et aux droits de l'homme. Pour y remédier, on s'accorde, à gauche comme à droite, sur la même solution: agrandissons le gâteau! Mais puisque l'absurdité d'une croissance infinie sur une planète finie commence gentiment à devenir évidente, même dans les esprits des économistes, de nouvelles idées fleurissent, comme celle de réduire le nombre des convives autour de la table. Un raisonnement cartésien dont nous souhaitons nous distancer résolument.

Avant de nous poser la question de savoir si nous sommes trop nombreux, questionnons la prétendue unité de ce «nous»: est-ce qu'on parle de riches habitant.e-s de l'Occident, dont l'empreinte écologique exigerait 3 à 7 planètes supplémentaires, selon que l'on se situe en Europe ou aux Etats-Unis, ou est-ce qu'on songe aux paysan.ne-s burkinabé.e-s, pour qui une suffit, ou encore aux Afghan.e-s, qui se situent au bas du classement avec 0,1 planète? Face à ces inégalités, force est de constater que ce ne sont peut-être pas les êtres humains qui sont trop nombreux, mais – pour reprendre les mots de Serge Latouche – les automobilistes. Mais aussi les touristes, les «geek», les «fashionistas», les mangeurs et mangeuses de viande, etc. Une autre interrogation fertile, si les antinatalistes nous permettent l'usage de cet adjectif, concerne l'identité du convive sacrifié. Dans les pays occidentaux, le taux de natalité est stabilisé depuis plusieurs décennies et rares sont les familles qui ont plus de deux enfants; dans les pays du Sud, ce même taux est beaucoup plus élevé. Pas difficile, dès lors, de comprendre à qui s'adressent les discours de limitation démographique... Une fois de plus dans l'Histoire, après avoir imposé son mode de vie, l'hémisphère riche viendrait dicter sa loi à des populations qu'il a expropriées de tout autre bien (d'où la racine étymologique du terme prolétaire, «qui n'a rien d'autre que sa *prole*, sa progéniture»).

Sans nous étendre davantage sur les moyens de parvenir à une baisse de la population (politiques antinatalistes autoritaires, eugénisme, guerres, famines, épidémies...), les considérations que nous venons de formuler n'ont pas pour but d'occulter l'importance d'une réflexion sur l'enjeu

démographique, mais d'en relativiser l'importance par rapport à d'autres luttes. À commencer par celle contre les inégalités sociales: aussi longtemps que le fossé Nord- Sud ne sera pas réduit, tout propos centré sur l'aspect démographique ne sera qu'une variante du célèbre «*notre mode de vie n'est pas négociable*»; aussi longtemps qu'un animal de compagnie ou son avatar auront une empreinte écologique plus lourde que celle d'un être humain, tout propos antinataliste sera indécent. Si l'élimination de la misère a, par le passé, contribué à réduire la pression démographique, nous engageons le pari qu'à l'avenir ce seront la redécouverte et la revalorisation de pratiques «pauvres» mais conviviales qui permettront à l'humanité de ne pas avoir à sacrifier ce qu'il y a d'humain en elle pour se sauver.

La décroissance, c'est égoïste et indécent

Ils ont beau avoir détruit des cultures entières, contraint à la misère et à la faim des milliards d'êtres humains, provoqué des dégâts irréversibles aux écosystèmes de la planète: tout cela, et bien d'autres exploits encore que l'on ne saurait nommer de façon exhaustive, ne suffit pas pour que les tenants de la croissance économique remettent en cause leur credo. Bien au contraire : mentionnez la possibilité d'une politique à l'enseigne de la sobriété et du partage et, telles des vierges effarouchées, les têtes pensantes du néolibéralisme fronceront les sourcils pour afficher haut et fort tout leur mépris face à une proposition «égoïste, immorale et indécente», qui priverait les «pays en voie de développement» de toute possibilité d'atteindre notre niveau de vie et, donc, le bonheur. Sans nous attarder davantage sur le fait que les objecteurs et les objectrices de croissance ne prêchent pas leurs idées dans les favelas brésiliennes, dans les rizières du Bangladesh ou auprès de victimes de la famine au Darfour, mais bel et bien dans des pays occidentaux largement en surpoids, au sens propre comme au figuré, analysons de plus près la litanie «*pas de salut en dehors de la croissance*».

Comment ne pas relever, pour commencer, que les scénarios catastrophistes associés aux idées décroissantes correspondent, en tout et pour tout, aux résultats de deux siècles de poursuite de la croissance, d'abord avec les habits de la colonisation et, plus récemment, avec ceux de la globalisation? En dépit de l'évidence, on s'obstine à proposer comme unique solution la cause même du problème. Laissons ensuite de côté tout souci de réalisme et efforçons-nous d'imaginer que, malgré un stock de ressources non renouvelables dangereusement proche de l'épuisement, quelques improbables prodiges technologiques rendent possible l'accès de l'ensemble de la planète à notre mode de vie consumériste: est-ce vraiment ce que souhaitent les pays du Sud? Il y a de quoi en douter, comme l'attestent tant les récents débats en Amérique Latine sur le *buen vivir* que nombre d'ouvrages d'auteur-e-s, issu-e-s de différentes disciplines, qui s'attaquent au mythe du développement et de ses prétendus bienfaits. Parmi celles et ceux-ci, contentons-nous de citer Majid Rahmena et Gilbert Rist, pour qui «*imaginer un «développement» qui serait en quelque sorte «découplé» de la croissance n'est qu'une vue de l'esprit. Il est en effet totalement illusoire d'espérer que le «développement» puisse advenir sans que ne se fassent sentir tous les effets contre-productifs de la croissance économique. Faut-il alors abandonner les pays du Sud à leur misère? Certainement pas. D'abord, ils vont continuer de produire (comme ils l'ont toujours fait!) mais ils pourraient le faire pour eux-mêmes et assurer leur autonomie et leur souveraineté alimentaires au lieu d'être entraînés dans une course aux exportations (non seulement de matières premières mais de fleurs, de fruits, de légumes,*

de coton, de bois ou de soja destiné à nourrir les animaux des pays riches) dictée par les grandes organisations internationales; ils pourraient aussi redistribuer les revenus considérables qui sont extorqués par une minorité, ou cesser d'entretenir le commerce international des armements pour faire la guerre à leur propre population. En d'autres termes, les solutions existent qui permettraient aux pays du Sud de quitter le cercle infernal de la croissance économique dans lequel le «développement» les a enfermés et les a appauvris tout en prétendant faire leur bonheur. Finalement, c'est dans les pays du Sud que les conséquences néfastes de la croissance économique se révèlent le plus clairement car elle a pu s'y déployer plus librement qu'au Nord, à la faveur de pouvoirs faibles ou corrompus et sous l'effet de politiques économiques imposées par les anciens colonisateurs ou par les institutions financières internationales. Avec les résultats que l'on sait. Il faut donc beaucoup de naïveté – et d'aveuglement – pour penser qu'il est nécessaire de continuer à l'entretenir, même au nom du «développement»».(2)

Aux lecteurs et lectrices, enfin, l'invitation à vérifier la pertinence de l'association entre niveau de vie et bonheur. Si évidente aux yeux des économistes, cette idée est pourtant réfutée par nombre de recherches, parmi lesquelles figure aussi le célèbre paradoxe d'Easterlin (économiste lui aussi!): au-delà d'un certain seuil, la hausse du revenu ne se traduit pas nécessairement par une hausse du niveau de bien-être ressenti par les individus. Mais l'on sait bien que le propre d'une pensée magique – et la croissance en est une – est de rester imperméable à l'expérience.

Notes

(1) Thomas Robert Malthus, économiste britannique (1766 - 1834), étudia les rapports entre les dynamiques de croissance de la production et de la population mondiale. Estimant que cette dernière augmente de façon exponentielle, tandis que les ressources suivent une courbe arithmétique (!), il fut un ardent défenseur des politiques de restriction démographique.

(2) Gilbert Rist, *L'économie ordinaire entre songes et mensonges*, Presse de Sciences Po, 2010, pp. 181-182.

Encarts

Qu'est-ce le PIB ? Le PIB (Produit Intérieur Brut) est un indicateur économique qui mesure la valeur totale des marchandises et des services produits et échangés à l'intérieur d'un pays au cours d'une année. En dépit de l'usage qu'en font médias et politicien-ne-s, il n'a aucun rapport avec l'évolution du bien-être de la population. «*Je produis, le PIB augmente; tu détruis, le PIB augmente aussi; elle répare, le PIB augmente encore; nous polluons, le PIB augmente; vous dépolluez, le PIB augmente; ils et elles (les économistes) calculent de combien le PIB augmente, le PIB augmente toujours.*» (J.-M. Harribey, *La Démence sénile du capital*, Ed. du Passant, 2002).

«*À l'échelle mondiale, il est évident que la croissance a concentré les profits économiques, dévalorisant simultanément les êtres et les lieux, d'une façon*

telle que la survie est devenue impossible en dehors de l'économie monétarisée. Davantage de gens sont plus démunis et impuissants aujourd'hui que jamais dans le passé. » (Ivan Illich, *Dans le miroir du passé*, Descartes et Cie, Paris, 1994, p.95).

Les trois spires de la coquille de l'escargot

Les militantes et les militants de l'objection de croissance s'accordent généralement à considérer que trois niveaux d'actions différents et complémentaires sont nécessaires pour avoir une chance de transformer les sociétés actuelles mortifères en sociétés conviviales et véritablement durables. Le niveau individuel, celui des alternatives collectives et celui d'un projet politique.

Premier niveau: la responsabilité individuelle

Le premier niveau est bien sûr l'action individuelle. Gandhi n'a-t-il pas dit que nous devons être le changement que nous désirons voir chez les autres? Il s'agit de s'aventurer dans le bien-être que procure la cohérence, en mettant en pratique nos idées égalitaires et écologiques.

On est là bien loin des «écogestes» proposés par le développement durable. En effet, un niveau de vie matériel soutenable nécessite au moins, selon les calculs de l'empreinte écologique (cf. page suivante), une division par trois de notre consommation et de notre production de déchets. Ce n'est pas en fermant le robinet lorsque nous brossons les dents, en éteignant la lumière lorsque nous quittons une pièce, ou en triant nos déchets que nous y parviendrons. Si ces petits gestes ne sont pas nécessairement néfastes en eux-mêmes, ils le sont généralement en pratique, puisque, s'étant acheté une bonne conscience à peu de frais, on évite de réfléchir à nos comportements qui ont le plus d'impact.

Il nous faut travailler sur notre empreinte là où elle est la plus lourde: nos déplacements et ceux des matières que nous consommons. Il s'agit de nous efforcer en particulier à nous passer de voiture, à rapprocher nos lieux de résidence, de vie, de loisirs et de travail, à consommer local, à diminuer les quantités et le nombre des choses consommées.

Mais il faut peut-être et surtout se remémorer que l'être humain n'a pas pour vocation première d'être un consommateur. Il s'agit de transformer, mais surtout de réduire drastiquement cette unidimensionnalité de l'être humain moderne et (re)développer nos multiples autres dimensions. Avant d'être des consommateurs (fussent-ils responsables), il nous faut avant tout être des citoyens, des amis, des parents, des artistes, des jardiniers, des voisins, etc.

Ce niveau individuel est nécessaire, puisqu'il est peu probable que nous puissions changer le monde sans nous changer nous-mêmes. Mais il est loin d'être suffisant. Les structures socio-économiques qui entraînent la crise globale ne s'émeuvent guère de ces comportements vertueux. En effet, ils restent individuels et ne menacent donc que très peu le système établi, voire le renforcent parfois.

Deuxième niveau: les alternatives collectives

Leur utilité première est de mettre en relation des personnes isolées mais animées par les mêmes buts, de nourrir leurs réflexions et leurs pratiques, de s'encourager mutuellement,

de prendre du plaisir et de la joie dans la transformation et de (re)tisser des liens avec nos semblables. Les alternatives collectives constituent également des expériences à petite échelle qui pourront être étendues et généralisées peu à peu à l'ensemble de la société.

À ce niveau se situent nombre de projets et d'activités, dont les plus importants concernent les domaines centraux de la vie humaine que sont le logement, le travail, ainsi que la production des biens de base, en particulier l'agriculture. De nombreux collectifs d'habitation, comme les coopératives, existent déjà. Certains développent un autre rapport au logement, en permettant aux futurs habitants de participer à la fabrication de l'habitat, comme dans le cas de l'autoconstruction, ou en gérant les maisons de manière collective. Dans le domaine de l'agriculture, les associations d'agriculture contractuelle de proximité (lire l'article sur le Panier Bio à 2 Roues, pp. 8-9) permettent non seulement de disposer d'une nourriture saine et locale, mais proposent également aux personnes de (re)consacrer du temps à cette activité fondamentale en participant aux travaux des champs. Elles offrent souvent des espaces pour se rencontrer, partager et discuter autour de cette thématique.

Un autre défi, central étant donné le rôle-clé que joue le travail dans nos sociétés, est de créer des « entreprises décroissantes ». Leur but premier n'est pas de générer des bénéfices ou même d'être rentables, mais de créer des emplois de qualité, de tisser des liens sociaux chaleureux tout en produisant des biens et des services simples, véritablement utiles, de grande qualité, écologiquement et socialement soutenables. Il en existe déjà de petites chez nous, de plus grandes sous d'autres cieux, comme les usines récupérées par les travailleurs dans l'Argentine effondrée du début des années 2000.

Bien d'autres pistes devraient être explorées, selon les intérêts de chacun, les envies et les besoins collectifs du quartier, du village ou de l'immeuble: collectifs culturels, activités pour les enfants, les jeunes ou les personnes âgées, protection des animaux, des écosystèmes, etc.

Si ce deuxième niveau est également nécessaire, il n'est pas non plus suffisant. Il risque en effet de nous conduire vers des « îlots de décroissance », vers des utopies déconnectées de la société globale, voire vers des égoïsmes collectifs.

Troisième niveau: le projet politique

Il s'agit de transformer l'ensemble de nos sociétés et de notre système productif destructeur, de manière pacifique et collective, pour aller vers des sociétés sobres et joyeuses, à petite échelle, nouvelles mais enracinées dans le meilleur de leur passé. On parle donc ici de « politique » au sens profond et noble du terme, c'est-à-dire cette dimension centrale de l'humain qui consiste à penser, à gérer, à imaginer, à transformer la vie collective. Ce qui ne passe pas uniquement par les structures politiques existantes - qui ne laissent que peu de place aux citoyens - mais par la création d'espaces politiques/publics nouveaux et alternatifs.

Dans certains cas, il peut être bénéfique de passer par les structures formelles existantes, comme un Conseil Général, les élections, les récoltes de signatures pour une initiative, la participation à une manifestation autorisée, etc. Si l'on souhaite un changement très profond mais non violent, il ne sera pas possible d'éviter les structures en place. Cependant, cela ne sera probablement pas suffisant, ces structures étant trop peu démocratiques et incapables de se réformer par elles-mêmes. Il est nécessaire de créer d'autres espaces véritablement participatifs qui puissent faire changer le

système en place.

Il s'agit ainsi de faire entendre des voix différentes dans l'espace public pour parvenir à influencer les choix collectifs, de se réappropriier le débat politique, de définir les questions importantes et les moyens d'y répondre. Cela peut se traduire par la création et la diffusion de médias critiques, par des actions collectives publiques, par des manifestations de désobéissance civile, par l'occupation et la récupération en commun d'espaces et de temps habituellement réservés à des activités néfastes ou à des privilégiés. Ainsi, reprendre les rues et les routes au transport motorisé pour les restituer à une mobilité autonome, au jeu, aux enfants et à la créativité; occuper des locaux vides ou sur lesquels on spéculait pour habiter, travailler ou s'exprimer; occuper des terres mal utilisées pour produire sa propre nourriture, etc. Ces actions et organisations collectives doivent surtout permettre aux personnes et aux groupes peu écoutés de prendre une part active à la définition des priorités et aux moyens de réaliser leurs propres projets, afin de reprendre leur vie en main.

Trois niveaux pour une transformation radicale

Ces trois niveaux sont aussi nécessaires l'un que l'autre. Cependant, certaines personnes consacreront plus de temps et d'effort à un niveau qu'à un autre, soit qu'elles s'y sentent plus à l'aise, soit que son importance leur semble prépondérante. Les changements radicaux qui seront nécessaires à la survie de l'humanité et à celle d'une planète préservée ne pourront probablement pas se passer d'un travail coordonné à ces trois niveaux. La situation est grave et le temps presse.

Encart

L'empreinte écologique est un indicateur synthétique de soutenabilité écologique, développé par l'ONG étasunienne Global Footprint Network. Elle permet de calculer la durabilité (ou pas) des sociétés, en mesurant la capacité des écosystèmes à supporter les activités humaines (extractions de matières premières et génération de déchets, en particulier le CO₂). Elle se calcule en hectares globaux, une unité qui correspond à une surface théorique d'un hectare présentant des capacités productives et régénératrices moyennes entre les différents types d'écosystèmes (forêts, océans, terres agricoles, etc.) Cet indice, calculé pour chaque pays, permet de dire: si l'ensemble des êtres humains vivait comme des Suisses, trois planètes seraient nécessaires.

Huit «R» pour penser et mettre en pratique la décroissance

Les passages en italique sont tirés de: Serge Latouche, Le pari de la décroissance, Fayard, 2006.

Les idées de la décroissance sont passées, en une dizaine d'années, du statut d'utopie d'hurluberlus à celui de bonnes réponses apportées à de vrais problèmes... dont on ne voit cependant pas toujours comment elles pourraient être appliquées. Cette difficulté témoigne bien du caractère radical (au sens étymologique : qui vise les racines) des thèses des objecteurs de croissance. Contrairement aux programmes conservateurs ou réformistes, elles ne peuvent

être facilement absorbées par le système. Puisque c'est aux fondements mêmes du productivisme et de la société de consommation que nous nous attaquons, les formes institutionnelles établies (démocratie représentative, économie de marché, etc.) se révèlent intrinsèquement incompatibles avec les changements pour lesquels nous oeuvrons. Les transformations proposées par le mouvement pour la décroissance doivent donc trouver des formes et des chemins différents de ceux qu'empruntent les politiques « classiques », qu'elles soient de droite ou de gauche.

En outre, la décroissance, contrairement à l'immense majorité des programmes politiques, ne constitue pas une proposition dogmatique. Elle ne cherche pas à imposer un modèle, mais propose plutôt des questions à s'approprier. Elle ne vend pas une organisation sociale « clé-en-main »: elle met à disposition une boîte à outils conceptuelle dans laquelle chaque société peut puiser librement afin de se (re)construire. Il s'agit là d'un projet profondément démocratique.

Pour mener à bien cette démarche politique – au sens le plus noble du terme – Serge Latouche propose une matrice de huit «R», soit huit pistes pour réfléchir et agir.

Réévaluer: Il s'agit de réfléchir autrement et de réévaluer les fondements de nos sociétés. Il est nécessaire de repenser nos véritables valeurs en «décolonisant nos imaginaires». Si nous affirmons en effet volontiers – tant collectivement qu'individuellement - que nos valeurs profondes sont celles de justice, d'égalité, d'amitié ou encore de fraternité, dans la pratique, ce sont les valeurs de compétition, de réussite matérielle et d'égoïsme qui dirigent la plupart de nos actes quotidiens.

«L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir et l'éthos du ludisme sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le local sur le global, l'autonomie sur l'hétéronomie, le goût de la belle ouvrage sur l'efficacité productiviste, le raisonnable sur le rationnel, le relationnel sur le matériel, etc.»

Reconceptualiser: Réformer le productivisme (que ce soit dans ses formes capitalistes ou socialistes) est insuffisant. Il s'agit d'en sortir définitivement et de redonner la priorité à l'humain, au social, à la nature et au relationnel. Pour cela, les notions de progrès et de développement doivent être radicalement critiquées, repensées et dépassées.

«Il faut que l'idée que la seule finalité dans la vie est de produire et de consommer davantage – idée à la fois absurde et dégradante – soit abandonnée ; il faut que l'imaginaire capitaliste d'une pseudo maîtrise pseudo rationnelle, d'une expansion illimitée, soit abandonné.»

Restructurer: refonder la société sur la base d'autres valeurs que le seul profit, sur une autre approche du temps de vie. Il s'agit de réaménager concrètement l'appareil productif, afin de produire localement tout ce dont nous avons besoin. Les produits doivent en outre être de qualité, durables, ainsi que maîtrisables et réparables par les utilisateurs. Toutes les technologies, les institutions et l'économie ne doivent pas être forcément abandonnées, mais «réenchâssées» et soumises aux dimensions humaines, sociales et naturelles de la vie.

Redistribuer: l'abondance que nous offre la planète doit être répartie plus équitablement entre tous les êtres humains, tout en préservant les marges indispensables aux cycles vitaux de la nature. La redistribution des richesses est un impératif qui englobe plusieurs dimensions, allant de la

question du travail et du revenu («instituer un revenu minimum de citoyenneté et un revenu maximum autorisé») à celle de la «redistribution de la terre, c'est-à-dire soustraire toujours plus de terre à l'agriculture productiviste, à la spéculation foncière, à l'emprise polluante de l'asphalte et du ciment, à la désertification, et en offrir davantage à l'agriculture paysanne, biologique, respectueuse des écosystèmes. Cela contribuera en outre à résoudre le problème du chômage en stoppant l'exode rural (en particulier au Sud), voire en inversant la tendance dans certains cas (en particulier au Nord)».

Relocaliser: il s'agit de stopper l'aberrant déménagement planétaire dans lequel nous nous sommes lancés depuis un petit demi-siècle. Opter pour le principe du «petit et diffus vaut mieux que grand et concentré». Cela n'est pas important uniquement pour l'impact écologique des transports, mais également pour exercer un contrôle social et démocratique sur les processus de production et leurs conséquences.

Mais il ne s'agit pas, pour autant, de se limiter au cycle production/consommation: l'emploi, la culture, les loisirs, requièrent également d'être relocalisés. Nous devons retrouver du sens à agir, travailler, aimer, nous divertir, nous former et nous cultiver là où nous vivons.

Réduire: la nature nous offre chaque jour de quoi subvenir à nos besoins. Consommer plus que ce qu'elle offre, c'est courir à notre perte. L'humanité doit donc rapidement retrouver une empreinte écologique soutenable, ce qui signifie notamment que les pays dits développés doivent s'acquitter de leur dette vis-à-vis des plus pauvres, mais aussi des générations futures.

Qui plus est, l'inéluctable réduction n'épargnera pas non plus notre rapport au travail: «*La réduction est l'essence même de la décroissance, car elle pose la question de la limitation de nos besoins et de leur réorientation. Il faut réduire sa consommation pour travailler moins et consacrer plus de temps aux exigences spirituelles, aux relations humaines, familiales, sociales, érotiques, culturelles, religieuses – voire à regarder les nuages. Il faut retrouver la règle de Gandhi: vivre plus simplement pour que les autres puissent tout simplement vivre.*»

Réutiliser et Recycler: publicité, mode et obsolescence programmée (l'ensemble des techniques qui visent à réduire la durée de vie des objets) alimentent une vague consumériste qui envahit des espaces toujours plus vastes de nos existences. Pour reconquérir des plages de vie, il est urgent de «*modifier notre attitude à l'égard des choses en traitant bien les objets pour les faire durer dans le temps. Apprendre à réparer, à acquérir des produits d'occasion, sans en éprouver un sentiment de dévalorisation de soi, parce que ce comportement ne sera plus le résultat de la nécessité mais d'un choix de sobriété valorisante, d'un nouvel art de consommer*». Cela signifie que le recyclage doit absolument être généralisé, mais aussi que les produits ne pouvant être réparés ou recyclés doivent disparaître.

Encart

«La condition nécessaire, encore qu'insuffisante, pour amener le déclin du sexisme, c'est la réduction de la relation monétaire et l'expansion de formes de subsistance hors marché, hors économie. [...] je crois qu'il est temps de bouleverser les stratégies sociales, de reconnaître que la paix entre les hommes et les femmes, quelque forme qu'elle puisse

prendre, dépend de la contraction de l'économie et non de son expansion. [...] Sans croissance négative, il est impossible de maintenir l'équilibre écologique, d'arriver à la justice entre régions du monde et à la paix entre les peuples. Il faut que cette tendance soit beaucoup plus accentuée dans les pays riches que dans les pays pauvres. Le maximum à quoi chacun puisse prétendre, c'est un accès égal aux ressources rares du monde d'un niveau peut-être comparable à celui des nations actuellement les plus pauvres.»

Ivan Illich, *Le genre vernaculaire [1983]*, in *Oeuvres complètes*, vol. 2, Fayard, Paris, 2005, p.259